



Un nouveau master en vue pour les enseignants?



KEYSTONE

Actuellement, un bachelor réalisé sur trois ans est suffisant pour devenir enseignant, sauf à Genève où le cursus dure quatre ans.

Le Syndicat des enseignants romands demande un renforcement et un allongement de la formation des professeurs du primaire

Le système de formation actuel des enseignants du primaire ne serait plus suffisant. C'est l'avis du Syndicat des enseignants romands (SER) qui exige un renforcement et une prolongation du cursus des professeurs.

Concrètement, les membres du syndicat souhaitent qu'un master voie le jour et soit obligatoire pour tous les cantons romands (actuellement, un bachelor réalisé sur trois ans est suffisant, sauf à Genève où l'Institut universitaire de formation des enseignants dispense une formation sur

quatre ans). «Ces dernières années, de nouvelles disciplines, telles que l'anglais, ont fait leur apparition dans le programme scolaire, indique Samuel Rohrbach, président du SER. Les professeurs ont également appris à travailler avec les écoliers issus de l'immigration et à gérer l'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers. Or, ces nouveautés ont été ajoutées dans le programme de formation sans que ce dernier ne soit rallongé. Ceci se fait donc au détriment d'autres matières, ce qui n'est pas acceptable».

Il ajoute qu'il est essentiel que les enseignants du primaire restent malgré tout des généralistes et donc que toutes les matières soient enseignées en profondeur lors de leur formation. Ce qui ne serait plus le cas actuellement.

Formation en cours d'emploi

Afin de parvenir à ce but, la SER propose de maintenir un cursus sur trois ans et de le compléter pendant deux

années en cours d'emploi, à hauteur de 50%. Ces cours supplémentaires permettraient d'avoir les crédits nécessaires à l'acquisition du master. «Les enseignants pourraient ainsi travailler dès l'obtention de leur bachelor, mais ne disposeraient du titre de titulaire de classe qu'une fois le master obtenu», précise Samuel Rohrbach.

Réflexion au niveau fédéral

Le SER n'est pas le seul à se pencher sur cette question. La réflexion autour de la formation des enseignants est également en cours actuellement au niveau national, au sein de la chambre des Hautes écoles pédagogiques (HEP) de Swissuniversities.

L'issue de ces travaux est très attendue dans les différents cantons romands. C'est notamment le cas du canton de Vaud, où la conseillère d'Etat en charge du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), Anne-Catherine



Lyon, défend, à titre personnel et depuis une dizaine d'années, le renforcement de la formation des enseignants, partageant ainsi la position communiquée par le SER. Son département attend la prise de position de la chambre des HEP de Swissuniversities afin de pouvoir approfondir cette réflexion.

A Genève, le débat sur la durée de formation des enseignants est également à l'ordre du jour au niveau du parlement. Cette réflexion fait suite au

dépôt, en 2015, d'une motion du député Jean Romain, suivi en 2016 par l'élaboration d'un projet de loi issu du PLR et visant à raccourcir le cursus en trois ans. Les discussions ont été gelées au mois de mars pour une durée d'un an maximum, dans l'attente des conclusions des réflexions menées dans d'autres cantons et au niveau fédéral.

D'ici là, le Département de l'instruction publique continue de défendre sa formation actuelle en quatre ans. Son

porte-parole, Pierre-Antoine Preti, précise: «Notre réflexion et nos travaux vont dans le sens d'un renforcement. La prolongation proposée est donc intéressante compte tenu des enjeux actuels et à venir en termes d'hétérogénéité des élèves (ex: 43% d'élèves allophones) et de l'ampleur des objectifs à atteindre.» Il ajoute que la complexité des enjeux du primaire genevois pourrait difficilement supporter un raccourcissement du cursus. **Caroline Zumbach**